

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le conseil des droits de l'homme de l'ONU contre les
crimes de guerre d'Israël

De Karsky à Goldstone

- International -

Date de mise en ligne : mardi 17 novembre 2009

Démocratie & Socialisme

Les rapporteurs d'évènements tragiques ne relevant pas du fait divers rencontrent rarement une oreille attentive, notamment des institutions censées responsables et soucieuses du sort humain. C'est ainsi que Jan Karski, qui le premier apporta aux puissances alliées un témoignage direct sur l'extermination des juifs d'Europe par les nazis, ne rencontra dans un premier temps que l'incrédulité et le silence [1].

Le caractère fondamentalement criminel du régime hitlérien avait pourtant déjà été signalé par plusieurs témoignages issus de l'intérieur même de l'Allemagne : mais le gouvernement français, par exemple, n'avait pas voulu les entendre [2].

L'histoire de la surdité, de l'aveuglement et du silence des puissants serait-elle en train de se répéter, en dépit du slogan « *Plus jamais ça !* » brandi à l'issue de la seconde guerre mondiale ?

Même s'il ne s'agit évidemment pas d'une tentative d'extermination industrielle comme ce fut le cas en Europe, le nettoyage ethnique d'un pays conquis et en voie de colonisation, la Palestine, ne semble guère troubler beaucoup de consciences bien établies, en tout cas pas au point de les convaincre de prendre des mesures dissuasives réelles, c'est-à-dire des sanctions.

Et pourtant, cette fois, ce ne sont pas des individus ou des anonymes qui donnent l'alerte : En 2005 et 2008, ce sont des diplomates européens en poste à Jérusalem qui dénoncent la colonisation de Jérusalem-Est par la puissance occupante [3]. Mais « le rapport de décembre 2008, qui était destiné en principe au Département des relations extérieures de l'Union européenne, c'est-à-dire aux services de Javier Solana, demeure toujours, quatre mois plus tard, un « document de travail confidentiel » au statut incertain » [4].

L'agression israélienne contre Gaza a suscité une commission d'enquête internationale composée de personnalités unanimement respectées : Richard Goldstone, Christine Chinkin, Hinja Jalin et Desmond Travers. Cette commission a publié un rapport volumineux [5], dont le contenu dérange visiblement ceux-là même qui auraient la possibilité d'en tirer les conséquences pratiques, ne serait-ce qu'en reconnaissant qu'aucun État ne devrait pouvoir se placer au-dessus des lois internationales. Car ce que d'aucuns nomment haute politique ou diplomatie s'apparente bien plus à de la veulerie ou à de la complicité honteuse.

N'est-ce pas ainsi que l'a d'ailleurs parfaitement compris la soldatesque israélienne qui n'hésite pas à malmenager les diplomates, voire même à déféquer sur les drapeaux (symboles nationaux) de certains de leurs peu brillants alliés [6] ?

Il n'est certes pas pire sourd que qui ne veut entendre. Il n'en est que plus nécessaire d'interpeller inlassablement des institutions qui sont censées nous représenter, de rappeler que cette politique-là ne se fait pas en notre nom, et qu'il ne saurait y avoir de crime sans châtimeur !

Il faudra aussi nous interroger sur les actions que nous pouvons d'ores et déjà mener, sans attendre pour cela la permission dite d'en haut.

Philippe Lewandowski

[1] Lire sur ce sujet le document littéraire de Yannick Haenel, *Jan Karski*, récemment paru aux Éditions Gallimard.

[2] Citons notamment *Das deutsche Volk klagt an (1936) = Le peuple allemand accuse (1938)*, réédité par L'association des amis de la fondation pour la mémoire de la déportation (Délégation territoriale du Gard).

[3] Voir *Jérusalem : le rapport occulté*, présenté par René Backmann (Salvator, 2009).

[4] Idem, p.32.

[5] [Texte intégral \(en :anglais\)](#), consulté le 16-10-2009. Synthèse (en français)

[6] [Article de Libération](#), consulté le 16-10-2009.